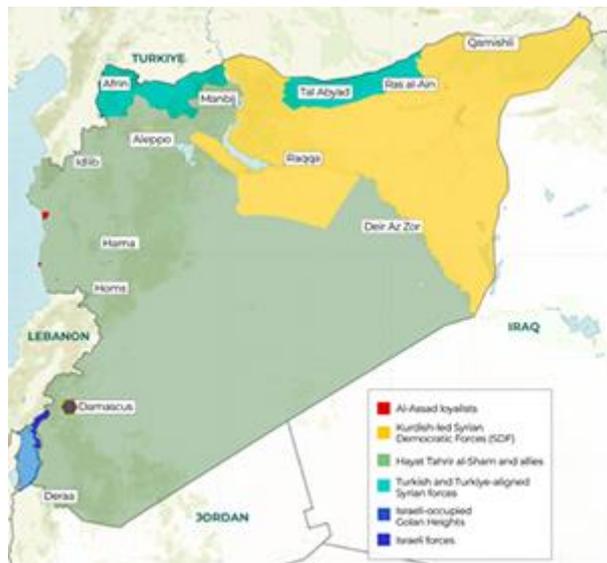


Factsheet Syrie

Janvier 2025

1. Faits et chiffres



Who controls what in Syria, Al-Jazeera, 16.12.2024

Population. En 2023, la population totale était estimée à 23,2 millions.

Religions. Islam sunnite (75 %), suivie par l'Islam alaouite (12 %), le christianisme (10%) et le druzisme (3 %).

Principales langues : l'arabe et le kurde.

Groupes ethniques : Arabes (50 %), Alaouites (15 %), Kurdes (10 %), Levantins (10 %). Autres (15 %) : Druzes, Ismaéliens, Assyriens, Turkmènes, Arméniens.

Système politique. Depuis le renversement de Bachar el-Assad, le 8 décembre 2024, par une coalition menée par le groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS), la Syrie est dirigée par un « Gouvernement de transition syrien »,

avec à sa tête le Premier ministre Mohammed al-Bashir. Le gouvernement provisoire est censé gouverner jusqu'en mars 2025. Le chef du HTS, Ahmed al-Sharaa, a été nommé Président pour la « période transitionnelle ». Fin décembre 2024, il a indiqué que la tenue d'élections pourrait prendre quatre ans.

2. Profils à risque

Ces profils à risque sont basés en partie sur la dernière mise à jour (avril 2024) de l'Analyse commune et note d'orientation de l'EUA, ainsi que sur la dernière mise à jour (mars 2021) de l'évaluation du HCR sur les besoins de protection internationale. Ils ont été modifiés pour refléter le renversement du régime syrien, fin 2024.

- **Personnes ayant soutenu ou perçues comme ayant soutenu l'ancien gouvernement :** anciens militaires, anciens membres de services de renseignement ou anciens membres du gouvernement, groupes ethniques et religieux minoritaires (surtout les alaouites) et autres civil·e·s. Ciblées par la population, par des groupes liés ou nouveau gouvernement ou par des groupes anti-gouvernementaux.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, au Parti de l'union démocratique (PYD) ou Unités de protection du peuple (YPG)** dans les zones sous leur contrôle de facto, y compris les membres des partis d'opposition kurdes, des journalistes, militant·e·s politiques et des manifestant·e·s.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, aux groupes armés soutenus par la Turquie (Armée Nationale Syrienne - ANS)** dans les régions qu'ils

contrôlent : journalistes, avocat·e·s, militant·e·s politiques et/ou droits humains et travailleurs·euses humanitaires. Ciblées pour leur soutien, réel ou présumé, à l'ancien gouvernement ou à des groupes armés rivaux.

- **Personnes soupçonnées de liens avec l'EI/Daesh** : ciblées par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), y compris les membres de la famille de ces personnes, ainsi que les civil·e·s qui résidaient dans les territoires précédemment contrôlés par l'EI/Daesh.
- **Personnes soupçonnées de soutenir les FDS/YPG** : ciblées par l'ANS et l'EI/Daesh.
- **Membres de groupes religieux et ethniques minoritaires** : la situation varie selon la région et qui la contrôle.
- **Femmes** : exposées à des violations par les différentes parties au conflit. Violence sexuelle/domestique, crimes d'honneur, mariages forcés, exploitation sexuelle.
- **Enfants** : recrutement forcé, violence sexuelle, violence domestique, travail forcé.
- **Personnes LGBTQI+** : ciblées par la famille immédiate et élargie, la société, les autorités gouvernementales, ainsi qu'une série de groupes armés.

3. Développements politiques et sécuritaires récents

Renversement du régime de Bachar el-Assad. Un gouvernement de transition jusqu'au 1^{er} mars 2025. Alors que depuis le cessez-le-feu conclu en mars 2020 entre la Turquie et la Russie, les principales lignes de front et de contrôle territoriaux en Syrie étaient restées statiques, une [offensive éclair](#) lancé par une coalition menée par le groupe HTS, le 27 novembre 2024, s'est soldée, le 8 décembre 2024, par la chute du gouvernement de Bachar el-Assad et sa [fuite vers la Russie](#). Le gouvernement de transition, mis en place par la coalition, est mené par le premier ministre Mohammed al-Bashir. Il a pour [mission d'éviter la désintégration de l'État et de gérer la transition politique et institutionnelle](#) jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections. Durant cette phase de transition, qui doit prendre officiellement fin le 1^{er} mars 2025, le gouvernement a [suspendu la Constitution et le Parlement](#).

Villes les plus importantes du pays aux mains du nouveau gouvernement, mais le pays reste divisé. Les FDS contrôlent le nord-est, tandis que les forces turques et ses alliés contrôlent les régions frontalières du nord. Le nouveau gouvernement transitoire contrôle le centre et le sud de la Syrie ([accord avec les factions armées du sud](#)), les gouvernorats le long de la côte méditerranéenne, le gouvernorat d'Idleb et certaines parties de l'est de la Syrie et du gouvernorat d'Alep. Les villes les plus importantes du pays, telles que Damas, Homs ou Hama sont sous le contrôle du nouveau gouvernement syrien. La ville d'Alep est principalement contrôlée par la nouvelle coalition au pouvoir, mais certains quartiers restent sous contrôle des forces kurdes. Celles-ci, regroupées au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), [contrôlent environ un quart du pays](#), y compris les provinces de Raqqa et de Hassaké et partiellement Alep et Deir al-Zor.

Situation sécuritaire volatile dans le nord. Au moins 100 000 personnes déplacées. A la suite de [quatre opérations militaires successives](#) sur le territoire syrien conduites entre 2016 et mars 2020, la Turquie a établi une présence militaire dans la province d'Alep et dans la région d'Afrin qu'elle contrôle avec des forces affiliées, notamment l'Armée nationale syrienne (ANS). A la suite de l'opération militaire d'octobre 2019, la Turquie a établi une zone de sécurité de 32 km de large et 480 km le long de la zone frontalière ou [elle projette de reloger 1 million de réfugié·e·s](#) syrien·ne·s résidant en Turquie. En janvier 2025, la situation

sécuritaire dans le nord du pays restait très volatile, notamment en raison de combats entre les factions soutenues par la Turquie et les forces kurdes autour de villes stratégiques comme Manbij, Tal Rifaat, Kobané et Raqqa. Depuis décembre 2024, ces affrontements ont causé des centaines de morts, dont des personnes civiles, et entraîné le [déplacement de plus de 100 000 personnes](#), en majorité des Kurdes, qui ont fui vers le nord-est.

Craines d'une résurgence de Daesh dans le contexte du renversement d'Assad. Bien que Daesh ait perdu tous ses territoires en Syrie depuis avril 2019, ce groupe est [toujours une menace](#) en raison de sa capacité à continuer à recruter et d'opérer en Syrie. Les États-Unis ont récemment décidé de [faire passer leurs forces de neuf cents à deux mille](#). Peu après la chute d'el-Assad, Washington a intensifié ses frappes aériennes contre Daesh, craignant que ce groupe ne profite du désarroi qui règne à Damas. Dans le nord-est, les FDS détiennent toujours environ [44 000 suspects liés à l'État islamique et leurs familles](#) dans les camps d'al-Hol et d'al-Roj où les conditions de détentions s'apparentent, [selon une experte de l'ONU](#), à « une détention de masse arbitraire et indéfinie, sans procédure légale ou judiciaire ».

4. Impact du conflit sur les civil-e-s

Au moins 600 000 morts depuis 2011. Près de 17 millions de syrien-ne-s ont besoin d'une aide humanitaire. Sur le plan humanitaire, la Syrie fait face à une crise persistante. Selon certaines estimations, depuis 2011, le [conflit a coûté la vie à près de 620 000 personnes](#), dont [231 000 civiles](#). Selon l'ONU, en 2025, [16,7 millions de personnes auront besoin d'une aide](#) humanitaire en Syrie. Sur ce chiffre, 5,5 millions sont déplacées, dont plus de 2 millions vivent dans des zones difficiles d'accès. Plus de [4,2 millions de personnes](#) dans le nord-ouest de la Syrie dépendent de l'aide humanitaire. Le Plan de réponse humanitaire 2024 pour la Syrie n'était [financé qu'à hauteur de 34 %](#) à la fin de l'année, soulignant le manque de ressources pour répondre aux besoins des populations affectées.

13,4 millions de réfugié-e-s et personnes déplacées. Depuis 2011, [13,4 millions](#) de personnes, ont fui leur maison. Près de [7,2 millions sont déplacées](#) en Syrie. En 2024, la majorité des personnes déplacées, ou [3,4 millions, se trouvaient dans la région nord-ouest du pays](#), à Alep et Idlib, où le nombre de [personnes déplacées a augmenté de plus de 1,1 million](#) à la suite de l'offensive de la coalition menée par HTS. On estime que [4,7 millions de personnes restent réfugiées dans les pays voisins](#), principalement en Turquie (2,9 millions), au Liban (755 000), en Jordanie (611 000) en Irak (303 000) et en Égypte (148 000).

Retours (volontaires et forcés) vers la Syrie. Selon le [HCR](#), en 2024, environ 556 000 Syrien-ne-s sont rentré-e-s en Syrie. Ces chiffres incluent une majorité de personnes qui étaient hébergées au Liban, ont fui les attaques d'Israël sur le Liban pendant l'automne 2024 et ont traversé la frontière avec la Syrie. Depuis le 8 décembre 2024, ce sont plus de 195 000 Syrien-ne-s qui sont rentré-e-s en Syrie. Plus de la moitié des retours ont eu lieu vers les gouvernorats d'Alep et de Raqqa dans le nord, ainsi que ceux de Daraa et de Rif Dimachq (Damas rural) dans le sud.

5. Violations des droits humains

Meurtres, arrestations et mauvais traitements et d'anciens officiers d'Assad. Minorité alaouite visée. Dans certaines régions du pays, telle que celle de Homs et Hama, la prise de pouvoir du groupe HTS a intensifié les tensions, notamment envers la minorité alaouite,

historiquement associée au régime Assad. [Plus de 1380 personnes, principalement des civil-e-s et d'anciens soldats ayant déposé les armes, ont été arrêtées](#). Les témoignages font état de violences, d'humiliations publiques et de mauvais traitements, notamment contre des anciens officiers. Ces actions suscitent la peur parmi les [Alaouites, déjà victimes de 150 meurtres](#) recensés récemment. Bien que le HTS ait décrété [une amnistie pour les soldats des Forces armées syriennes](#), le président a [promis de poursuivre les « criminels qui ont versé le sang syrien et commis des massacres et des crimes »](#).

Graves violations des droits humains et retours forcés de personnes réfugiées syriennes. Dans un [rapport](#) publié en février 2024, HRW a documenté de graves violations des droits humains perpétrées par des factions de l'ANS et par les forces de sécurité turques dans les zones qu'elles occupent, y compris des enlèvements, des arrestations arbitraires, des violences sexuelles et des actes de torture. Toujours [selon HRW](#), depuis 2017, les autorités turques ont déporté des milliers de personnes réfugiées syriennes vers Tel Abyad, dans le nord de la Syrie, où les conditions humanitaires sont catastrophiques. Ces retours « volontaires » auraient doublé en 2023 par rapport à 2022. Dans le nord-est, les [FDS continuent de détenir des militants politiques](#) et à recruter des enfants. Dans le gouvernorat de Deir al-Zor, les raids des SDF ont causé des pertes civiles. Des frappes aériennes turques ont ciblé des infrastructures civiles dans le nord-est.

6. Pratique des autorités suisses

Taux de protection élevé. Selon les [chiffres du SEM](#), 1313 Syrien-ne-s ont déposé une demande d'asile entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2024. Le taux de reconnaissance était de 43,9 % tandis que le taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) était de 82,9 %. Le taux d'octroi de l'asile ajusté (sans non entrée en matière NEM) était de 50,8 % et le taux de protection était de 96 %.

Suspension du traitement des demandes d'asile des Syrien-ne-s. Après la chute du régime d'el-Assad en décembre 2024, la Suisse, à l'instar d'autres pays européens, a annoncé qu'elle [gelait les procédures de demande d'asile des Syrien-ne-s](#).